

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

.....
Union-Discipline-Travail
.....

COUR D'APPEL D'ABIDJAN COTE D'IVOIRE

.....
CHAMBRE PRESIDENTIELLE
.....

AUDIENCE DU VENDREDI 25 MAI 2018

La Cour d'Appel d'Abidjan, Chambre Présidentielle, séant au Palais de Justice de ladite ville, en son audience publique ordinaire du vendredi vingt cinq mai deux mille dix-huit à laquelle siégeaient :

Monsieur ALY YEO, Premier Président, **PRESIDENT** ;

Messieurs AFFOUM HONORE JACOB et TRAORE DJOUHATIENE, Conseillers à la Cour, **MEMBRES** ;

Avec l'assistance de Maitre BONI KOUASSI LUCIEN, Attaché des greffes et parquets, **GREFFIER**

A rendu l'arrêt dont la teneur suit dans la cause ;

ENTRE

M. EDI ASSAMOI ACHILLE et 67 autres;

APPELANTS

D' UNE PART

ET :

1-LA STE SEA INVEST-C.I ;

2-LA STE RMO ;

INTIMEES

Représentées et concluant par la SCPA d'Avocats Conseils Réunis et la SCPA SAKHO-YAPOBI-FOFANA & ASSOCIES, avocat à la cour leur conseil ;

D'AUTRE PART

KV

ADD N°32 SOC/18

Du 25/05/2018

ARRET SOCIAL

CONTRADICTOIRE

CHAMBRE

PRESIDENTIELLE

AFFAIRE :

M. EDI ASSAMOI

ACHILLE et 67 autres

C/

1-LA STE SEA

INVEST-C.I

(SCPA d'Avocats

Conseils Réunis)

2-LA STE RMO

(SCPA SAKHO-

YAPOBI-FOFANA &

ASSOCIES)

Sans que les présentes qualités puissent nuire ni préjudicier en quoi que ce soit aux droit et intérêts respectifs des parties en cause, mais au contraire et sous les plus expresses réserves des faits et de droits ;

FAITS : Le Tribunal du Travail d'Abidjan Plateau, statuant en la cause en matière sociale, a rendu le jugement N°866 du 28 avril 2016, dont le dispositif est ainsi libellé ;

PAR CES MOTIFS : statuant publiquement, contradictoirement en matière sociale et en premier ressort ;

EN LA FORME :

Donne acte à Dago Gnakpa Remi Junior de son désistement d'instance ;
Rejette l'exception soulevée par la société SEA INVEST-CI ;

AU FOND

Dit que les contrats en cause ont la nature de contrats de travail journaliers ;

Dit que les demandeurs étaient avant le 1^{er} septembre 2013 employés de la société SEA INVEST-CI ;

Dit que ceux-ci sont devenus employés de la société RMO pour compter du 02 septembre 2013 ;

Déclare mal fondées et les rejette comme telles, les demandes d'Edi Assamoi Achille, Kouamé Kouakou Joseph, Dao Moussa, Kouassi Yao, Kouassi Richard, Bogui Arsène, Coulibaly Dramane, Kouamé Kouamé Jean Marie, Kouamé Konan, N'da Albéric, Komenan Kouakou Léonard, N'guessan N'guessan Antoine, Amani N'guessan Pedro, Guinagui Bertrand, Ouattara Souleymane, Tiéné Lama, Abou Konaté, Yao Yao Geremie, Ahoutou Hervé, Konan Gnamien, Babo Denis, Kouamé Kouakou Bruno, Tintimba Lazare, Brou Léon, Attekeble Blé Etienne, Cherif Zoumana, Aka Komenan Nestor, Koné Mamadou, Kouakou Koffi Valery, Kouakou Kouamé Arnaud, Dagou Charles Noël, Katché Julien, Amani Kouassi Martial, Oro Lokpo, Kouamé Koffi Bruno, Diea Yao Rodrigue, Coulibaly Aubin, Bandé Yacouba, Amany Konan Paul, Souleymane Koné, Fousseyni Koita, Balla Magassa, Latte Alexis Amari, N'guessan Philippe Ahui, Kondombo Ragnagueneuwinde, Sidibé Bari, Yao Kouakou, Yapou N'guessan, N'guessan Kpangba Kouassi, Baibo Simon, Kehi Alfred, N'guessan Koffi Ulrich, Koné Kalilou, Kaboré Dramane, Assi Yapi Ambroise, Magassa Sidiki, Diarra Mamadou, Ebi Brou Kouadio Theodore, Koré Romaric Marny, Kouadio Kouabenan Noël, Kla Aubin Junior, Kouamé Kouadio Alexandre, Sana Arouna,

Par acte n°292/2016 du Greffe en date du 03 mai 2016, Messieurs EDI ASSAMOI et 67 autres ont relevé appel dudit jugement ;

Le dossier de la procédure ayant été transmis à la Cour d'Appel de ce siège, la cause a été inscrite au Rôle Général du Greffe de la Cour sous le n°841 de l'année 2016 et appelée à l'audience du 18 novembre 2016 pour laquelle les parties ont été avisées ;

A ladite audience, l'affaire a été évoquée et renvoyée; et après plusieurs renvois, fut utilement retenue sur les conclusions des parties;

Le Ministère Public a requis qu'il plaise à la Cour :

- Confirmer la décision entreprise ;
- Statuer ce que de droit sur les dépens;

Puis, la Cour a mis l'affaire en délibéré pour arrêt être rendu à l'audience du 25 mai 2018. A cette date, le délibéré a été vidé à la date de ce jour ;

DROIT : En cet état, la cause présentait à juger les points de droit résultant des pièces, des conclusions écrites et orales des parties ;

Advenue l'audience de jour, 25 mai 2018 ;

La Cour vidant son délibéré conformément à la loi a rendu l'arrêt avant dire droit ci-après :

LA COUR

Vu les pièces du dossier de la procédure ; Vu les conclusions, moyens et fins des parties ;

Vu les conclusions écrites du Ministère Public en date du 24 Avril 2018;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

FAITS, PROCEDURE, PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Par acte du greffe n°292/2016 en date du 03 Mai 2016, Messieurs EDI ASSAMOI ACHILLE et Autres ont relevé appel du jugement social contradictoire n°866/CSI/2016 rendu le 28 Avril 2016 par la Première Formation Sociale du Tribunal du Travail d'Abidjan qui en la cause a statué comme suit :



« Statuant publiquement, contradictoirement, en matière sociale et en premier ressort ;

En la forme

Donne acte à DAGO GNAKPA REMI JUNIOR de son désistement d'instance;

Rejette l'exception soulevée par la société SEA INVEST-CI ;

Au fond

Dit que les contrats en cause ont la nature de contrat de travail journalier ;

Dit que les demandeurs étaient avant le 1^{er} septembre 2013, employés de la société SEA INVEST-CI ;

Dit que ceux-ci sont devenus employés de la société RMO pour compter du 02 Septembre 2013 ;

Déclare mal fondées et les rejette comme telle, les demandes d'EDI ASSAMOI ACHILLE, KOUAME KOUAKOU JOSEPH, DAO MOUSSA, KOUASSI YAO, KOUASSI RICHARD, BOGUI ARSENE, COULIBALI DRAMANE, KOUAME KOUAME JEAN MARIE, KOUAME KONAN, N'DAALBERIC, KOMENAN KOUAKOU LEONARD, N'GUESSAN N'GUESSAN ANTOINE, AMANI N'GUESSAN PEDRO, GUINAGUI BERTRAND, OUATTARA SOULEYMANE, TIENE LAMA, ABOU KONATE, YAO YAO GEREMIE, AHOUTOU HERVE, KONAN GNAMIEN, BABO DENIS, KOUAME KOUAKOU BRUNO, TINTIMBA LAZARE, BROU LEON, ATTEKEBLE BLE ANTOINE, CHERIF ZOUMANA, AKA KOMENAN NESTOR, KONE MAMADOU, KOUAKOU KOFFI VALERY, KOUAKOU KOUAME ARNAUD, DAGOU CHARLES NOËL, KATCHE JULIEN, AMANI KOUASSI MARTIAL, ORO LOKPO, KOUAME KOFFI BRUNO, DIEA YAO RODRIGUE, COULIBALY AUBIN, BANDE YACOUBA, AMANY KONAN PAUL, SOULEYMANE KONE, FOUSSEYNI KOITA, BALLA MAGASSA, LATTE ALEXIS AMARI, N'GUESSAN PHILIPPE AHUI, KONDOMBO RAGNAGUENE WINDE, SIDIBE BARI, YAO KOUAKOU, YAPO N'GUESSAN, N'GUESSAN KPANGBA KOUASSI, BAIBO SIMON, KEHI ALFRED, N'GUESSA KOFFI ULRICH, KONE KALILOU, KABORE DRAMANE, ASSI YAPI AMBROISE, MAGASSA SIDIKI, DIARRA MAMOUDOU, EBI BROU KOUADIO THEODORE, KORE ROMARIC MARNY, KOUADIO KOUABENAN NOËL, KLA AUBIN JUNIOR,

KOUAME KOUADIO ALEXANDRE, SANA AROUNA, WADE WADE ERIC, KOITA DIAGUINA, ZERBO KASSOUM et OUEDRAOGO BASSA ISSIAKA »;

En cause d'appel, Messieurs EDI ASSAMOI ACHILLE, KOUAME KOUAKOU JOSEPH, DAO MOUSSA, KOUASSI YAO, KOUASSI RICHARD, BOGUI ARSENE, COULIBALI DRAMANE, KOUAME KOUAME JEAN MARIE, KOUAME KONAN, N'DAALBERIC, KOMENAN KOUAKOU LEONARD, N'GUESSAN N'GUESSAN ANTOINE, AMANI N'GUESSAN PEDRO, GUINAGUI BERTRAND, OUATTARA SOULEYMANE, TIENE LAMA, ABOU KONATE, YAO YAO GEREMIE, AHOUTOU HERVE, KONAN GNAMIEN, BABO DENIS, KOUAME KOUAKOU BRUNO, TINTIMBA LAZARE, BROU LEON, ATTEKEBLE BLE ANTOINE, CHERIF ZOUMANA, AKA KOMENAN NESTOR, KONE MAMADOU, KOUAKOU KOFFI VALERY, KOUAKOU KOUAME ARNAUD, DAGOU CHARLES NOËL, KATCHE JULIEN, AMANI KOUASSI MARTIAL, ORO LOKPO, KOUAME KOFFI BRUNO, DIEA YAO RODRIGUE, COULIBALY AUBIN, BANDE YACOUBA, AMANY KONAN PAUL, SOULEYMANE KONE, FOUSSEYNI KOITA, BALLA MAGASSA, LATTE ALEXIS AMARI, N'GUESSAN PHILIPPE AHUI, KONDOMBO RAGNAGUENEWINDE, SIDIBE BARI, YAO KOUAKOU, YAPO N'GUESSAN, N'GUESSAN KPANGBA KOUASSI, BAIBO SIMON, KEHI ALFRED, N'GUESSA KOFFI ULRICH, KONE KALILOU, KABORE DRAMANE, ASSI YAPI AMBROISE, MAGASSA SIDIKI, DIARRA MAMOUDOU, EBI BROU KOUADIO THEODORE, KORE ROMARIC MARNY, KOUADIO KOUABENAN NOËL, KLA AUBIN JUNIOR, KOUAME KOUADIO ALEXANDRE, SANA AROUNA, WADE WADE ERIC, KOITA DIAGUINA, ZERBO KASSOUM et OUEDRAOGO BASSA ISSIAKA ont déclaré se désister de leur appel ;

Sur observation de leurs conseils, la SCP d'Avocats Conseils Réunis et la SCPA SAKHO-YAPOBI-FOFANA & Associés, les sociétés SEA INVEST-CI RMO ont déclaré ne pas s'opposer à ce désistement d'appel ;

Des motifs

En la forme

Sur le caractère de la décision

Les parties ayant comparu et conclu, il y a lieu de statuer par décision contradictoire :



Sur la recevabilité de l'appel

L'appel de Messieurs EDI ASSAMOI ACHILLE et 67 Autres ayant été initié dans les forme et délai légaux, il y a lieu de le recevoir ;

Au fond

La Cour d'appel de céans constate que Messieurs EDI ASSAMOI ACHILLE et 67 Autres ont déclaré se désister de leur appel ;

Les sociétés SEA INVEST-CI et RMO ont déclaré ne pa"s s'opposer à ce désistement d'appel par le canal de leurs conseils respectifs ;

Aussi, convient-il de leur en donner acte ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière sociale et en dernier ressort ;

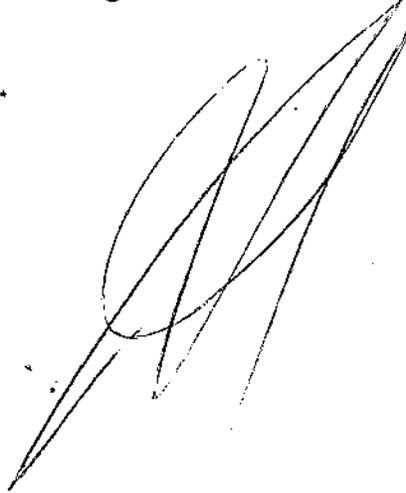
Donne acte à Messieurs EDI ASSAMOI ACHILLE, KOUAME KOUAKOU JOSEPH, DAO MOUSSA, KOUASSI YAO, KOUASSI RICHARD, BOGUI ARSENE, COULIBALI DRAMANE, KOUAME KOUAME JEAN MARIE, KOUAME KONAN, N'DAALBERIC, KOMENAN KOUAKOU LEONARD, N'GUESSAN N'GUESSAN ANTOINE, AMANI N'GUESSAN PEDRO, GUINAGUI BERTRAND, OUATTARA SOULEYMANE, TIENE LAMA, ABOU KONATE, YAO YAO GEREMIE, AHOUTOU HERVE, KONAN GNAMIEN, BABO DENIS, KOUAME KOUAKOU BRUNO, TINTIMBA LAZARE, BROU LEON, ATTEKEBLE BLE ANTOINE, CHERIF ZOUMANA, AKA KOMENAN NESTOR, KONE MAMADOU, KOUAKOU KOFFI VALERY, KOUAKOU KOUAME ARNAUD, DAGOU CHARLES NOËL, KATCHE JULIEN, AMANI KOUASSI MARTIAL, ORO LOKPO, KOUAME KOFFI BRUNO, DIEA YAO RODRIGUE, COULIBALY AUBIN, BANDE YACOUBA, AMANY KONAN PAUL, SOULEYMANE KONE, FOUSSEYNI KOITA, BALLA MAGASSA, LATTE ALEXIS AMARI, N'GUESSAN PHILIPPE AHUI, KONDOMBO RAGNAGUENE WINDE, SIDIBE BARI, YAO KOUAKOU, YAPO N'GUESSAN, N'GUESSAN KPANGBA KOUASSI, BAIBO SIMON, KEHI ALFRED, N'GUESSA KOFFI ULRICH, KONE KALILOU, KABORE DRAMANE, ASSI YAPI AMBROISE, MAGASSA SIDIKI, DIARRA MAMOUDOU, EBI BROU KOUADIO THEODORE, KORE ROMARIC MARNY, KOUADIO KOUABENAN NOËL, KLA AUBIN JUNIOR, KOUAME KOUADIO ALEXANDRE, SANA

[Signature]

AROUNA, WADE WADE ERIC, KOITA DIAGUINA, ZERBO KASSOUM et
OUEDRAOGO BASSA ISSIAKA de leur désistement d'appel ;

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement par la Cour d'Appel
d'Abidjan, les jour, mois et an que dessus ;

Et ont signé le Président et le Greffier.

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long, sweeping tail that extends downwards and to the left.

